

Décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la défense, du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des simplifications administratives,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment le titre II du livre V ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 modifiée tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires, notamment son article 19 ;

Vu la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'État, des collectivités locales et des services publics, notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 57-177 du 16 février 1957 aménageant le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 modifié portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'État ;

Vu le décret n° 62-765 du 6 juillet 1962 portant règlement sur la comptabilité publique en ce qui concerne la liquidation des traitements des personnels de l'État ;

Vu le décret n° 62-1263 du 30 octobre 1962 modifié portant majoration du salaire minimum national interprofessionnel garanti ;

Vu le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié, modifiant le décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 pris pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 et relatif au régime de retraites des tributaires de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 77-782 du 12 juillet 1977 relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'État ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'État et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel en date du 24 juillet 1985 ;

Le conseil des ministres entendu,

Titre I^{er} : Dispositions générales

Article 1 *Modifié par Décret n° 98-95 du 18 février 1998 - art. 1 JORF 20 février 1998*

Les dispositions du présent décret sont applicables aux magistrats, militaires, fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, à l'exclusion du personnel rétribué sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie.

Titre II : traitements et soldes

Article 2 *Modifié par Décret n° 98-95 du 18 février 1998 - art. 1 JORF 20 février 1998*

Les traitements et soldes soumis aux retenues pour pension des personnels mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret sont calculés en multipliant le centième de la valeur du traitement fixée à l'article 3 ci-dessous par l'indice majoré correspondant à leur grade ou emploi, et échelon.

Article 3 *Modifié par Décret n° 2010-761 du 07 juillet 2010- art. 1 JORF 09 juillet 2010*

La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article L. 4123-1 du code de la défense, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension est fixée à 5 556,35 € à compter du 1^{er} juillet 2010.

Article 4 *Modifié par Décret n°98-95 du 18 février 1998 - art. 1 JORF 20 février 1998*

Le barème de correspondance à retenir entre indices nets, bruts, nouveaux et majorés figure au barème A annexé au décret du 23 décembre 1982 susvisé.

Article 5 *Modifié par Décret n° 2010-761 du 07 juillet 2010- art. 1 JORF 09 juillet 2010*

Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} juillet 2010.

Article 6 *Modifié par Décret n° 2010-761 du 07 juillet 2010- art. 1 JORF 09 juillet 2010*

Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés à compter du 1^{er} juillet 2010 comme suit :

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} mars 2008 (en euros)			
Groupes	Chevrons		
	I	II	III
A	48 951,44 €	50 896,17 €	53 507,65 €
B	53 507,65 €	55 785,75 €	58 786,18 €
B bis	58 786,18 €	60 341,96 €	61 953,30 €
C	61 953,30 €	63 286,83 €	64 675,91 €
D	64 675,91 €	67 620,78 €	70 565,65 €
E	70 565,65 €	—	—
F	76 066,43 €	—	—
G	83 400,81 €	—	—

Article 7 *Modifié par Décret n° 2012-37 du 11 janvier 2012 - art. 2 JORF 12 janvier 2012*

Pour l'application des dispositions législatives et réglementaires se référant au traitement de l'indice 100 ou de l'indice brut 100, ce traitement est constitué par le traitement afférent à l'indice majoré 203.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ce même traitement est constitué par le traitement afférent à l'indice majoré 245 pour l'application de l'article 65 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Article 8 *Modifié par Décret n° 2012-37 du 11 janvier 2012 - art. 2 JORF 12 janvier 2012*

Les militaires à solde mensuelle, les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, à l'exclusion des personnels rétribués sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie en fonctions sur le territoire européen de la France et dans les départements d'outre-mer, occupant à temps complet un emploi doté d'un indice inférieur à l'indice majoré 302 perçoivent néanmoins le traitement afférent à l'indice majoré 302 (indice brut 244).

Ce traitement est réduit au prorata de la durée des services lorsque les intéressés occupent un emploi à temps non complet de fonctionnaire de la fonction publique territoriale ou un emploi à temps incomplet d'agent non titulaire de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière.

Le présent article n'est pas applicable aux agents dont les émoluments sont calculés en fonction d'un indice inférieur à l'indice majoré 203 (indice brut 100) ou qui sont rémunérés à la vacation.

Titre III : Indemnité de résidence

Article 9 *Modifié par Décret n° 2012-37 du 11 janvier 2012 - art. 2 JORF 12 janvier 2012*

L'indemnité de résidence est allouée aux agents mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret titulaires d'un grade ou occupant un emploi auquel est directement attaché un indice de la fonction publique appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 4 du présent décret. Cette indemnité est calculée sur la base de leur traitement soumis aux retenues pour pension, en fonction de l'un des taux fixés ci-après.

Les agents dont le traitement est inférieur ou égal à celui correspondant à l'indice majoré 306 (indice brut 308) perçoivent l'indemnité de résidence afférente à cet indice.

L'indemnité de résidence évolue dans les mêmes proportions que le traitement soumis aux retenues pour pension.

Les taux de l'indemnité de résidence sont fixés suivant les zones territoriales d'abattement de salaires telles qu'elles sont déterminées par l'article 3 du décret du 30 octobre 1962 susvisé :

ZONES DE SALAIRES :

Sans abattement : 3 p. 100

Comportant un abattement de 2,22 p. 100 : 1 %

Comportant un abattement de 3,11 p. 100 : 0%

Comportant un abattement de 3,56 p. 100 : 0%

Comportant un abattement de 4 p. 100 : 0%

Comportant un abattement de 5 p. 100 : 0%

Comportant un abattement de 6 p. 100 : 0%

Les agents affectés dans une commune faisant partie d'une même agglomération urbaine multicommunale délimitée lors du dernier recensement de population effectué par l'Institut national de la statistique et des études économiques bénéficient du taux le plus élevé applicable au sein de ladite agglomération.

Les agents exerçant leurs fonctions dans le périmètre d'une agglomération nouvelle définie par décret institutif pris en application de la loi du 10 juillet 1970 susvisée bénéficient du taux le plus élevé applicable au sein de ladite agglomération.

Les dispositions précitées sont prises en considération pour le calcul des indemnités horaires pour travaux supplémentaires défini par l'article 12 du décret susvisé n° 50-1248 du 6 octobre 1950.

Article 9 bis *Modifié par Décret n° 98-95 1998-02-18 art. 1 I, VIII JORF 20 février 1998*

Les agents soumis aux dispositions du présent titre qui exercent leurs fonctions dans les départements de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud bénéficient d'une indemnité de résidence spécifique, égale à 3 % de leur traitement soumis à retenue pour pension.

L'indemnité de résidence spécifique est exclusive de celle prévue à l'article 9 ci-dessus.

Titre IV : supplément familial de traitement

Article 10 *Modifié par Décret n° 99-491 du 10 juin 1999 - art. 2 JORF 13 juin 1999*

Le droit au supplément familial de traitement, au titre des enfants dont ils assument la charge effective et permanente à raison d'un seul droit par enfant, est ouvert aux magistrats, aux fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux agents de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière dont la rémunération est fixée par référence aux traitements des fonctionnaires ou évolue en fonction des variations de ces traitements, à l'exclusion des agents rétribués

sur un taux horaire ou à la vacation.

La notion d'enfant à charge à retenir pour déterminer l'ouverture du droit est celle fixée par le titre I^{er} du livre V du code de la sécurité sociale.

Lorsque les deux membres d'un couple de fonctionnaires ou d'agents publics, mariés ou vivant en concubinage, assument la charge du ou des mêmes enfants, le bénéficiaire est celui d'entre eux qu'ils désignent d'un commun accord. Cette option ne peut être remise en cause qu'au terme d'un délai d'un an.

Les dates d'ouverture, de modification et de fin de droit fixées en matière de prestations familiales par l'article L. 552-1 du code de la sécurité sociale sont applicables au supplément familial de traitement.

Article 10 bis *Modifié par Décret n° 2006-1283 du 19 octobre 2006 - art. 1 JORF 20 octobre 2006*

Le supplément familial de traitement comprend un élément fixe et un élément proportionnel.

Pour les personnels rémunérés par un traitement indiciaire établi en application de l'article 2 du présent décret, l'élément proportionnel est calculé en pourcentage dudit traitement.

Les pourcentages fixés pour l'élément proportionnel s'appliquent à la fraction du traitement assujetti à retenue pour pension n'excédant pas le traitement afférent à l'indice majoré 717 (indice brut 879).

Les agents dont l'indice de rémunération est inférieur ou égal à l'indice majoré 449 (indice brut 524) perçoivent le supplément familial de traitement afférent à cet indice.

Pour les personnels non rémunérés par un traitement établi en application de l'article 2 précité, l'élément proportionnel est calculé en pourcentage du traitement afférent à l'indice majoré 449 (indice brut 524).

L'élément fixe et l'élément proportionnel visés au premier alinéa ci-dessus sont, en fonction du nombre des enfants à charge, fixés ainsi qu'il suit :

L'élément fixe et l'élément proportionnel visés au premier alinéa ci-dessus sont, en fonction du nombre des enfants à charge, fixés ainsi qu'il suit :

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE : Un enfant

ÉLÉMENT Fixe mensuel (en euros) : 2,29

Proportionnel (en %) : -

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE : Deux enfants

ÉLÉMENT Fixe mensuel (en euros) : 10,67

Proportionnel (en %) : 3

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE : Trois enfants

ÉLÉMENT Fixe mensuel (en euros) : 15,24

Proportionnel (en %) : 8

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE : Par enfant au-delà du troisième

ÉLÉMENT Fixe mensuel (en euros) : 4,57

Proportionnel (en %) : 6

Article 11 *Modifié par Décret n° 99-491 du 10 juin 1999 - art. 2 JORF 13 juin 1999*

En cas de divorce, de séparation de droit ou de fait des époux ou de cessation de vie commune des concubins, dont l'un au moins est fonctionnaire ou agent public tel que défini au premier alinéa de l'article 10, chaque bénéficiaire du supplément familial de traitement est en droit de demander que le supplément familial de traitement qui lui est dû soit calculé :

- soit, s'il est fonctionnaire ou agent public, de son chef, au titre de l'ensemble des enfants dont il est le parent ou a la charge effective et permanente ;

- soit, si son ancien conjoint est fonctionnaire ou agent public, du chef de celui-ci au titre des enfants dont ce dernier est le parent ou a la charge effective et permanente.

Le supplément familial de traitement est alors calculé au prorata du nombre d'enfants à la charge de chaque bénéficiaire et sur la base de l'indice de traitement du fonctionnaire ou de l'agent public du chef duquel le droit est ouvert.

Article 12 *Modifié par Décret n° 99-491 du 10 juin 1999 - art. 2 JORF 13 juin 1999*

Sauf dérogations prévues par des dispositions législatives ou réglementaires, le supplément familial de traitement est, pour l'agent à temps partiel, fonction de la quotité de traitement soumis aux retenues pour

pension qu'il percevait, à l'exception de l'élément fixe prévu pour un enfant.

Titre V : dispositions finales

Article 13 *Modifié par Décret n° 98-95 du 18 février 1998 - art. 1 JORF 20 février 1998*

Le décret n° 74-652 du 19 juillet 1974 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat est abrogé.

A l'article 3, second alinéa, du décret du 16 février 1957 susvisé, les mots : "et les traitements correspondant à chaque groupe" sont supprimés.

Article 14 *Modifié par Décret n° 98-95 du 18 février 1998 - art. 1 JORF 20 février 1998*

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

- Annexes

ANNEXE : BAREME B 2 TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 1998 (abrogé)

ANNEXE : BAREME B 2 TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} NOVEMBRE 1998 (abrogé)

ANNEXE : BAREME B 2 TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 1997 (abrogé)

ANNEXE : BAREME B 2 TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} DECEMBRE 2002 (abrogé)

ANNEXE : BAREME B 2 TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} MARS 1997 (abrogé)

ANNEXE : BAREME B 2 TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 1999 (abrogé)

ANNEXE : BAREME B TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2004 (abrogé)

Article ANNEXE BAREME A

Modifié par Décret n° 2012-37 du 11 janvier 2012 - art. annexe - JORF 12 janvier 2012

BARÈME A CORRESPONDANCE ENTRE LES INDICES BRUTS ET MAJORÉS AU 1^{er} JANVIER 2012

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
100	203
101	204
102	204
103	205
104	206
105	207
106	207
107	208
108	209
109	210
110	210
111	211
112	212
113	213
114	213
115	214
116	215
117	215
118	216
119	217
120	218
121	219
122	220
123	221
124	222
125	222
126	223
127	224
128	225
129	225
130	226
131	227
132	228
133	228
134	229
135	230
136	230
137	231
138	231
139	231
140	232
141	232
142	233
143	233

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
144	234
145	234
146	235
147	236
148	236
149	237
150	237
151	238
152	238
153	238
154	239
155	239
156	239
157	240
158	240
159	241
160	241
161	241
162	242
163	242
164	243
165	244
166	244
167	244
168	245
169	245
170	246
171	246
172	246
173	247
174	247
175	247
176	248
177	248
178	248
179	249
180	249
181	250
182	251
183	251
184	252
185	252
186	252
187	253

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
188	253
189	253
190	254
191	254
192	255
193	256
194	257
195	257
196	258
197	259
198	259
199	260
200	261
201	261
202	262
203	263
204	264
205	265
206	266
207	266
208	267
209	268
210	268
211	269
212	270
213	271
214	272
215	273
216	274
217	275
218	276
219	277
220	278
221	279
222	280
223	281
224	282
225	283
226	284
227	285
228	286
229	287
230	288
231	289

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
232	290
233	291
234	292
235	293
236	294
237	295
238	296
239	297
240	298
241	299
242	300
243	301
244	302
245	302
246	302
247	302
248	302
249	302
250	302
251	302
252	302
253	302
254	302
255	302
256	302
257	302
258	302
259	302
260	302
261	302
262	302
263	302
264	302
265	302
266	302
267	302
268	302
269	302
270	302
271	302
272	302
273	302
274	302
275	302

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
276	302
277	302
278	302
279	302
280	302
281	302
282	302
283	302
284	302
285	302
286	302
287	302
288	302
289	302
290	302
291	302
292	302
293	302
294	302
295	302
296	302
297	302
298	303
299	304
300	304
301	304
302	305
303	305
304	305
305	305
306	305
307	306
308	306
309	306
310	306
311	306
312	306
313	306
314	306
315	306
316	306
317	306
318	307
319	307

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
320	307
321	307
322	308
323	308
324	309
325	310
326	311
327	311
328	312
329	313
330	314
331	314
332	315
333	316
334	317
335	317
336	318
337	319
338	319
339	320
340	321
341	322
342	323
343	324
344	324
345	324
346	324
347	325
348	326
349	327
350	327
351	328
352	329
353	329
354	330
355	331
356	332
357	332
358	333
359	334
360	335
361	335
362	336
363	337

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
364	338
365	338
366	339
367	340
368	341
369	341
370	342
371	343
372	343
373	344
374	345
375	346
376	346
377	347
378	348
379	349
380	350
381	351
382	352
383	352
384	352
385	353
386	354
387	354
388	355
389	356
390	357
391	357
392	357
393	358
394	359
395	359
396	360
397	361
398	362
399	362
400	363
401	363
402	364
403	364
404	365
405	366
406	366
407	367

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
408	367
409	368
410	368
411	368
412	368
413	369
414	369
415	369
416	370
417	371
418	371
419	372
420	373
421	374
422	375
423	376
424	377
425	377
426	378
427	379
428	379
429	379
430	380
431	381
432	382
433	382
434	383
435	384
436	384
437	385
438	386
439	387
440	387
441	388
442	389
443	390
444	390
445	391
446	392
447	393
448	393
449	394
450	395
451	396

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
452	396
453	397
454	398
455	398
456	399
457	400
458	401
459	402
460	403
461	404
462	405
463	405
464	406
465	407
466	408
467	408
468	409
469	410
470	411
471	411
472	412
473	412
474	413
475	413
476	414
477	415
478	415
479	416
480	416
481	417
482	417
483	418
484	419
485	420
486	420
487	421
488	422
489	422
490	423
491	424
492	425
493	425
494	426
495	427

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
496	428
497	428
498	429
499	430
500	431
501	432
502	433
503	434
504	434
505	435
506	436
507	437
508	437
509	438
510	439
511	440
512	440
513	441
514	442
515	443
516	443
517	444
518	445
519	446
520	446
521	447
522	448
523	448
524	449
525	450
526	451
527	451
528	452
529	453
530	454
531	454
532	455
533	456
534	456
535	456
536	457
537	457
538	457
539	458

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
540	459
541	460
542	461
543	462
544	463
545	464
546	464
547	465
548	466
549	467
550	467
551	468
552	469
553	469
554	470
555	471
556	472
557	472
558	473
559	474
560	475
561	475
562	476
563	477
564	478
565	478
566	479
567	480
568	481
569	481
570	482
571	483
572	483
573	484
574	485
575	486
576	486
577	487
578	488
579	489
580	490
581	491
582	492
583	493

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
584	493
585	494
586	495
587	495
588	496
589	497
590	498
591	498
592	499
593	500
594	501
595	501
596	502
597	503
598	504
599	504
600	505
601	506
602	507
603	507
604	508
605	509
606	509
607	510
608	511
609	512
610	512
611	513
612	514
613	515
614	515
615	516
616	517
617	518
618	518
619	519
620	520
621	521
622	522
623	523
624	524
625	524
626	525
627	526

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
628	527
629	527
630	528
631	529
632	530
633	530
634	531
635	532
636	533
637	533
638	534
639	535
640	535
641	536
642	537
643	538
644	538
645	539
646	540
647	541
648	541
649	542
650	543
651	544
652	544
653	545
654	546
655	546
656	547
657	548
658	549
659	550
660	551
661	552
662	553
663	553
664	554
665	555
666	556
667	556
668	557
669	558
670	559
671	559

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
672	560
673	561
674	561
675	562
676	563
677	564
678	564
679	565
680	566
681	567
682	567
683	568
684	569
685	570
686	570
687	571
688	572
689	572
690	573
691	574
692	575
693	575
694	576
695	577
696	578
697	578
698	579
699	580
700	581
701	582
702	583
703	584
704	584
705	585
706	586
707	587
708	587
709	588
710	589
711	590
712	590
713	591
714	592
715	593

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
716	593
717	594
718	595
719	596
720	596
721	597
722	598
723	598
724	599
725	600
726	601
727	601
728	602
729	603
730	604
731	604
732	605
733	606
734	607
735	607
736	608
737	609
738	610
739	610
740	611
741	612
742	613
743	614
744	615
745	616
746	616
747	617
748	618
749	619
750	619
751	620
752	621
753	622
754	622
755	623
756	624
757	624
758	625
759	626

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
760	627
761	627
762	628
763	629
764	630
765	630
766	631
767	632
768	633
769	633
770	634
771	635
772	635
773	636
774	637
775	638
776	638
777	639
778	640
779	641
780	642
781	643
782	644
783	645
784	645
785	646
786	647
787	648
788	648
789	649
790	650
791	650
792	651
793	652
794	653
795	653
796	654
797	655
798	656
799	656
800	657
801	658
802	659
803	659

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
804	660
805	661
806	661
807	662
808	663
809	664
810	664
811	665
812	666
813	667
814	667
815	668
816	669
817	670
818	670
819	671
820	672
821	673
822	674
823	675
824	676
825	676
826	677
827	678
828	679
829	679
830	680
831	681
832	682
833	682
834	683
835	684
836	685
837	685
838	686
839	687
840	687
841	688
842	689
843	690
844	690
845	691
846	692
847	693

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
848	693
849	694
850	695
851	696
852	696
853	697
854	698
855	699
856	699
857	700
858	701
859	702
860	703
861	704
862	705
863	705
864	706
865	707
866	708
867	708
868	709
869	710
870	711
871	711
872	712
873	713
874	713
875	714
876	715
877	716
878	716
879	717
880	718
881	719
882	719
883	720
884	721
885	722
886	722
887	723
888	724
889	725
890	725
891	726

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
892	727
893	727
894	728
895	729
896	730
897	730
898	731
899	732
900	733
901	734
902	735
903	735
904	736
905	737
906	738
907	739
908	739
909	740
910	741
911	742
912	743
913	743
914	744
915	745
916	746
917	747
918	747
919	748
920	749
921	750
922	750
923	751
924	751
925	752
926	753
927	754
928	754
929	755
930	756
931	757
932	758
933	758
934	759
935	760

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
936	761
937	762
938	762
939	763
940	764
941	765
942	765
943	766
944	766
945	767
946	768
947	769
948	769
949	770
950	771
951	772
952	772
953	773
954	773
955	774
956	775
957	776
958	776
959	777
960	778
961	779
962	780
963	780
964	781
965	782
966	783
967	784
968	784
969	785
970	786
971	787
972	788
973	788
974	789
975	790
976	791
977	792
978	792
979	793

Bruts	Majorés au 1 ^{er} janvier 2012
980	794
981	795
982	796
983	796
984	797
985	798
986	799
987	800
988	800
989	801
990	802
991	803
992	804
993	804
994	805
995	806
996	807
997	807
998	808
999	808
1000	809
1001	810
1002	811
1003	811
1004	812
1005	813
1006	814
1007	814
1008	815
1009	816
1010	817
1011	817
1012	818
1013	819
1014	820
1015	821

Article ANNEXE BAREME B

Modifié par Décret n° 2010-761 du 07 juillet 2010 art. 1 JORF 09 juillet 2010

Indices majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
Indices majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
203	11 279,39
204	11 334,95
205	11 390,52
206	11 446,08
207	11 501,64
208	11 557,21
209	11 612,77
210	11 668,34
211	11 723,90
212	11 779,46
213	11 835,03
214	11 890,59
215	11 946,15
216	12 001,72
217	12 057,28
218	12 112,84
219	12 168,41
220	12 223,97
221	12 279,53
222	12 335,10
223	12 390,66
224	12 446,22
225	12 501,79
226	12 557,35
227	12 612,91
228	12 668,48
229	12 724,04
230	12 779,61
231	12 835,17
232	12 890,73
233	12 946,30
234	13 001,86
235	13 057,42
236	13 112,99
237	13 168,55
238	13 224,11
239	13 279,68
240	13 335,24
241	13 390,80

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
242	13 446,37
243	13 501,93
244	13 557,49
245	13 613,06
246	13 668,62
247	13 724,18
248	13 779,75
249	13 835,31
250	13 890,88
251	13 946,44
252	14 002,00
253	14 057,57
254	14 113,13
255	14 168,69
256	14 224,26
257	14 279,82
258	14 335,38
259	14 390,95
260	14 446,51
261	14 502,07
262	14 557,64
263	14 613,20
264	14 668,76
265	14 724,33
266	14 779,89
267	14 835,45
268	14 891,02
269	14 946,58
270	15 002,15
271	15 057,71
272	15 113,27
273	15 168,84
274	15 224,40
275	15 279,96
276	15 335,53
277	15 391,09
278	15 446,65
279	15 502,22
280	15 557,78
281	15 613,34
282	15 668,91
283	15 724,47
284	15 780,03
285	15 835,60

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
286	15 891,16
287	15 946,72
288	16 002,29
289	16 057,85
290	16 113,42
291	16 168,98
292	16 224,54
293	16 280,11
294	16 335,67
295	16 391,23
296	16 446,80
297	16 502,36
298	16 557,92
299	16 613,49
300	16 669,05
301	16 724,61
302	16 780,18
303	16 835,74
304	16 891,30
305	16 946,87
306	17 002,43
307	17 057,99
308	17 113,56
309	17 169,12
310	17 224,69
311	17 280,25
312	17 335,81
313	17 391,38
314	17 446,94
315	17 502,50
316	17 558,07
317	17 613,63
318	17 669,19
319	17 724,76
320	17 780,32
321	17 835,88
322	17 891,45
323	17 947,01
324	18 002,57
325	18 058,14
326	18 113,70
327	18 169,26
328	18 224,83
329	18 280,39
330	18 335,96

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
331	18 391,52
332	18 447,08
333	18 502,65
334	18 558,21
335	18 613,77
336	18 669,34
337	18 724,90
338	18 780,46
339	18 836,03
340	18 891,59
341	18 947,15
342	19 002,72
343	19 058,28
344	19 113,84
345	19 169,41
346	19 224,97
347	19 280,53
348	19 336,10
349	19 391,66
350	19 447,23
351	19 502,79
352	19 558,35
353	19 613,92
354	19 669,48
355	19 725,04
356	19 780,61
357	19 836,17
358	19 891,73
359	19 947,30
360	20 002,86
361	20 058,42
362	20 113,99
363	20 169,55
364	20 225,11
365	20 280,68
366	20 336,24
367	20 391,80
368	20 447,37
369	20 502,93
370	20 558,50
371	20 614,06
372	20 669,62
373	20 725,19
374	20 780,75

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
375	20 836,31
376	20 891,88
377	20 947,44
378	21 003,00
379	21 058,57
380	21 114,13
381	21 169,69
382	21 225,26
383	21 280,82
384	21 336,38
385	21 391,95
386	21 447,51
387	21 503,07
388	21 558,64
389	21 614,20
390	21 669,77
391	21 725,33
392	21 780,89
393	21 836,46
394	21 892,02
395	21 947,58
396	22 003,15
397	22 058,71
398	22 114,27
399	22 169,84
400	22 225,40
401	22 280,96
402	22 336,53
403	22 392,09
404	22 447,65
405	22 503,22
406	22 558,78
407	22 614,34
408	22 669,91
409	22 725,47
410	22 781,04
411	22 836,60
412	22 892,16
413	22 947,73
414	23 003,29
415	23 058,85
416	23 114,42
417	23 169,98
418	23 225,54

Indices majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
419	23 281,11
420	23 336,67
421	23 392,23
422	23 447,80
423	23 503,36
424	23 558,92
425	23 614,49
426	23 670,05
427	23 725,61
428	23 781,18
429	23 836,74
430	23 892,31
431	23 947,87
432	24 003,43
433	24 059,00
434	24 114,56
435	24 170,12
436	24 225,69
437	24 281,25
438	24 336,81
439	24 392,38
440	24 447,94
441	24 503,50
442	24 559,07
443	24 614,63
444	24 670,19
445	24 725,76
446	24 781,32
447	24 836,88
448	24 892,45
449	24 948,01
450	25 003,58
451	25 059,14
452	25 114,70
453	25 170,27
454	25 225,83
455	25 281,39
456	25 336,96
457	25 392,52
458	25 448,08
459	25 503,65
460	25 559,21
461	25 614,77
462	25 670,34

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
463	25 725,90
464	25 781,46
465	25 837,03
466	25 892,59
467	25 948,15
468	26 003,72
469	26 059,28
470	26 114,85
471	26 170,41
472	26 225,97
473	26 281,54
474	26 337,10
475	26 392,66
476	26 448,23
477	26 503,79
478	26 559,35
479	26 614,92
480	26 670,48
481	26 726,04
482	26 781,61
483	26 837,17
484	26 892,73
485	26 948,30
486	27 003,86
487	27 059,42
488	27 114,99
489	27 170,55
490	27 226,12
491	27 281,68
492	27 337,24
493	27 392,81
494	27 448,37
495	27 503,93
496	27 559,50
497	27 615,06
498	27 670,62
499	27 726,19
500	27 781,75
501	27 837,31
502	27 892,88
503	27 948,44
504	28 004,00
505	28 059,57
506	28 115,13

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
507	28 170,69
508	28 226,26
509	28 281,82
510	28 337,39
511	28 392,95
512	28 448,51
513	28 504,08
514	28 559,64
515	28 615,20
516	28 670,77
517	28 726,33
518	28 781,89
519	28 837,46
520	28 893,02
521	28 948,58
522	29 004,15
523	29 059,71
524	29 115,27
525	29 170,84
526	29 226,40
527	29 281,96
528	29 337,53
529	29 393,09
530	29 448,66
531	29 504,22
532	29 559,78
533	29 615,35
534	29 670,91
535	29 726,47
536	29 782,04
537	29 837,60
538	29 893,16
539	29 948,73
540	30 004,29
541	30 059,85
542	30 115,42
543	30 170,98
544	30 226,54
545	30 282,11
546	30 337,67
547	30 393,23
548	30 448,80
549	30 504,36
550	30 559,93

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
551	30 615,49
552	30 671,05
553	30 726,62
554	30 782,18
555	30 837,74
556	30 893,31
557	30 948,87
558	31 004,43
559	31 060,00
560	31 115,56
561	31 171,12
562	31 226,69
563	31 282,25
564	31 337,81
565	31 393,38
566	31 448,94
567	31 504,50
568	31 560,07
569	31 615,63
570	31 671,20
571	31 726,76
572	31 782,32
573	31 837,89
574	31 893,45
575	31 949,01
576	32 004,58
577	32 060,14
578	32 115,70
579	32 171,27
580	32 226,83
581	32 282,39
582	32 337,96
583	32 393,52
584	32 449,08
585	32 504,65
586	32 560,21
587	32 615,77
588	32 671,34
589	32 726,90
590	32 782,47
591	32 838,03
592	32 893,59
593	32 949,16
594	33 004,72

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
595	33 060,28
596	33 115,85
597	33 171,41
598	33 226,97
599	33 282,54
600	33 338,10
601	33 393,66
602	33 449,23
603	33 504,79
604	33 560,35
605	33 615,92
606	33 671,48
607	33 727,04
608	33 782,61
609	33 838,17
610	33 893,74
611	33 949,30
612	34 004,86
613	34 060,43
614	34 115,99
615	34 171,55
616	34 227,12
617	34 282,68
618	34 338,24
619	34 393,81
620	34 449,37
621	34 504,93
622	34 560,50
623	34 616,06
624	34 671,62
625	34 727,19
626	34 782,75
627	34 838,31
628	34 893,88
629	34 949,44
630	35 005,01
631	35 060,57
632	35 116,13
633	35 171,70
634	35 227,26
635	35 282,82
636	35 338,39
637	35 393,95
638	35 449,51

Indices majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
639	35 505,08
640	35 560,64
641	35 616,20
642	35 671,77
643	35 727,33
644	35 782,89
645	35 838,46
646	35 894,02
647	35 949,58
648	36 005,15
649	36 060,71
650	36 116,28
651	36 171,84
652	36 227,40
653	36 282,97
654	36 338,53
655	36 394,09
656	36 449,66
657	36 505,22
658	36 560,78
659	36 616,35
660	36 671,91
661	36 727,47
662	36 783,04
663	36 838,60
664	36 894,16
665	36 949,73
666	37 005,29
667	37 060,85
668	37 116,42
669	37 171,98
670	37 227,55
671	37 283,11
672	37 338,67
673	37 394,24
674	37 449,80
675	37 505,36
676	37 560,93
677	37 616,49
678	37 672,05
679	37 727,62
680	37 783,18
681	37 838,74
682	37 894,31

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
683	37 949,87
684	38 005,43
685	38 061,00
686	38 116,56
687	38 172,12
688	38 227,69
689	38 283,25
690	38 338,82
691	38 394,38
692	38 449,94
693	38 505,51
694	38 561,07
695	38 616,63
696	38 672,20
697	38 727,76
698	38 783,32
699	38 838,89
700	38 894,45
701	38 950,01
702	39 005,58
703	39 061,14
704	39 116,70
705	39 172,27
706	39 227,83
707	39 283,39
708	39 338,96
709	39 394,52
710	39 450,09
711	39 505,65
712	39 561,21
713	39 616,78
714	39 672,34
715	39 727,90
716	39 783,47
717	39 839,03
718	39 894,59
719	39 950,16
720	40 005,72
721	40 061,28
722	40 116,85
723	40 172,41
724	40 227,97
725	40 283,54
726	40 339,10

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
727	40 394,66
728	40 450,23
729	40 505,79
730	40 561,36
731	40 616,92
732	40 672,48
733	40 728,05
734	40 783,61
735	40 839,17
736	40 894,74
737	40 950,30
738	41 005,86
739	41 061,43
740	41 116,99
741	41 172,55
742	41 228,12
743	41 283,68
744	41 339,24
745	41 394,81
746	41 450,37
747	41 505,93
748	41 561,50
749	41 617,06
750	41 672,63
751	41 728,19
752	41 783,75
753	41 839,32
754	41 894,88
755	41 950,44
756	42 006,01
757	42 061,57
758	42 117,13
759	42 172,70
760	42 228,26
761	42 283,82
762	42 339,39
763	42 394,95
764	42 450,51
765	42 506,08
766	42 561,64
767	42 617,20
768	42 672,77
769	42 728,33
770	42 783,90

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
771	42 839,46
772	42 895,02
773	42 950,59
774	43 006,15
775	43 061,71
776	43 117,28
777	43 172,84
778	43 228,40
779	43 283,97
780	43 339,53
781	43 395,09
782	43 450,66
783	43 506,22
784	43 561,78
785	43 617,35
786	43 672,91
787	43 728,47
787	43 784,04
788	43 839,60
789	43 895,17
789	43 950,73
791	44 006,29
792	44 061,86
793	44 117,42
794	44 172,98
795	44 228,55
796	44 284,11
797	44 339,67
798	44 395,24
799	44 450,80
800	44 506,36
801	44 561,93
802	44 617,49
803	44 673,05
804	44 728,62
805	44 784,18
806	44 839,74
807	44 895,31
808	44 950,87
809	45 006,44
810	45 062,00
811	45 117,56
812	45 173,13
813	42 839,46

Indices majorés	TRAITEMENTS
	annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
814	45 228,69
815	45 284,25
816	45 339,82
817	45 395,38
818	45 450,94
819	45 506,51
820	45 562,07
821	45 617,63